

Défection de Rufyikiri : une nouvelle fissure dans le "bunker" de Nkurunziza

Le Pays, 25/06/2015 D'Émission du 2^e Vice-président burundais : La pression commence à payer. Le vide continue de se creuser lentement mais sûrement autour du président burundais. Cette fois-ci, c'est le 2^e vice-président du pays qui rejoint le camp des frondeurs. En effet, depuis la Belgique où il se trouve, prônant vouloir suivre des soins, Gervais Rufyikiri a indiqué avoir été victime de menaces de mort, du fait de son refus de soutenir le projet de Pierre Nkurunziza de briguer un 3^e mandat. Il appelle également le président à revenir à la raison.

Cette défection, qui fait suite à celles du vice-président du Conseil constitutionnel, de deux membres de la Commission électorale nationale indépendante, des porte-parole de la présidence burundaise et du parti au pouvoir au Burundi, achève de convaincre même les plus sceptiques, que Nkurunziza et ses milices obligent les uns et les autres à marcher au pas. Tous ceux qui ne soutiennent pas son projet de « démocratisation » de 3^e mandat, sont menacés de mort, s'ils ne sont pas à tués tout simplement. Le toit du palais coule en cette saison des orages politiques. En effet, faut-il le rappeler, le pays pleure environ 70 morts et de nombreux blessés, du fait de la répression que le chef de l'État, ses forces armées et ses milices, exercent sur les manifestants et autres opposants à son 3^e mandat présidentiel. Cette défection fissure davantage le « bunker » de Nkurunziza. Le toit du palais coule en cette saison des orages politiques. Certes, comme dans toute entreprise dictatoriale du genre, le président burundais a des soutiens aveugles et aveuglants, des zélés, qui, bien que conscients de l'ampleur de la forfaiture qu'il veut commettre, lui diront à tout point il est bien inspiré. Ils le conforteront dans sa position, lui diront rien que ce qu'il veut entendre. Tout cela, au nom de leurs intérêts égoïstes qu'ils veulent préserver, des avantages qu'ils entendent engranger à ses côtés, par crainte de leur entreprise en termes d'exactions, de violation des droits fondamentaux de leurs concitoyens. Mais, il y a aussi au Burundi, et les défections annoncées depuis l'extérieur du pays le prouvent, des gens qui soutiennent Nkurunziza malgré eux. Ces gens-là craignent pour leur vie et la sécurité de leurs proches. Ce qui est fort compréhensible, tant les milices et les forces armées pro-gouvernementales sont des vecteurs de la mort. Elles qui n'hésitent pas à envoyer six pieds sous terre ceux qui osent se dresser contre la volonté du maître de Bujumbura de trahir l'esprit et la lettre de la Constitution du pays et des Accords d'Arusha. Comme tout dictateur, l'actuel président burundais a pris le soin de se doter d'une garde présidentielle lourdement armée et bien entraînée, ainsi que de milices dont la barbarie est sans commune mesure. Avec une telle armada, il a aussi semé la terreur partout dans le pays. C'est aussi pour cette raison que le courage de ceux qui osent s'insurger contre son projet, mérite d'être salué. Ils doivent être placés sous haute sécurité. Les pays d'accueil de ces réfugiés politiques et la communauté internationale seraient bien inspirés de prendre des mesures pour les protéger, car les hommes de main du chef de l'État burundais ne se feraient pas prier pour les tuer si l'occasion leur en était donnée. Nkurunziza est donc entouré de griots et exige obéissance servile. Mais, les défections sont le signe que même le règne de la terreur a des limites. Et l'évolution des choses prouve que le président burundais a du souci à se faire. Car, de défection en défection, la situation pourrait se dégrader davantage pour lui. Les défections de ce genre ont, du reste, le propre de créer une ambiance délétère dans les cercles du pouvoir burundais, et un climat de suspicion généralisée. Il est certain que la présidence burundaise vit dans la hantise d'une future défection de taille. Le président se demande si un voyage de tel ou tel cadre de son camp à l'extérieur, ne va pas encore déboucher sur l'annonce de son départ du camp présidentiel. Dans un tel cadre de son camp à l'extérieur, ne va pas encore déboucher sur l'annonce de son départ du camp présidentiel. Dans un tel contexte de paranoïa, le chef de l'État burundais pourrait être tenté de donner un tour de vis supplémentaire à la liberté de ceux qui l'entourent. La pression extérieure se poursuit, la machine présidentielle va bientôt manquer de carburant. Pourtant, il n'est pas évident que cela suffise à le tirer d'affaire. Dans sa paranoïa, il peut prendre des mesures suicidaires pour lui-même. La terreur qui est son allié finira par retourner ses soutiens contre lui, quand ceux-ci verront qu'ils ont beaucoup à perdre dans cette compromission. Surtout que de son côté, la résistance a certes plié, mais n'a pas rompu. Même de l'extérieur, les opposants à la violation de la loi fondamentale au Burundi, à qui cette défection du 2^e vice-président du pays redonne de l'allant, ne baissent pas les bras. Au Rwanda voisin, par exemple, des journalistes qui ont fui le Burundi, organisent des missions à Kigali pour donner aux Rwandais, mais aussi aux Burundais des localités frontalières, privés de radios indépendantes, des informations sur la situation du pays. Cette sorte de résistance qui s'organise depuis Kigali, n'est pas à négliger, quand on connaît la capacité du président Paul Kagame à craindre son voisin, lui qui ne fait pas mystère de son opposition à la volonté de Pierre Nkurunziza de prolonger son bail à la tête de l'État, même si lui-même n'est pas exempt de critiques. Du côté des partenaires du Burundi, il y a aussi à se réjouir un tant soit peu. La pression commence à payer. Les prises de positions de certains pays dont la Belgique, contre l'idée de 3^e mandat et les menaces de sanctions ciblées de l'Union européenne (UE), sont de nature à susciter des questionnements au sein du camp Nkurunziza. Des ténors vont de plus en plus se poser des questions sur l'opportunité de ce 3^e mandat contesté. Ils vont faire, de plus en plus, attention à leurs faits, paroles et gestes pour ne pas être dans le collimateur de la communauté internationale. Autant dire que chacun va, d'une manière ou d'une autre, faire profil bas, se chercher. Quant aux griots, milices et autres bras armés de Nkurunziza, ils finiront également par ressentir les durs effets de la rareté des ressources. En effet, si les sanctions se poursuivent et s'intensifient, le satrape de Bujumbura pourrait se retrouver incapable de continuer à assurer le gîte et le couvert à ses sbires. Et comme ces soutiens ne sont mus que par leurs intérêts personnels, ils finiront par se désolidariser du président qui se retrouvera seul face à son destin. C'est dire que si la pression extérieure se poursuit, la machine présidentielle va bientôt manquer de carburant pour faire tourner son moteur. À Nkurunziza de prendre les devants en sauvant ce qui peut encore rester. Il y en a vraiment. « Le Pays »